

Paca : Des travailleurs détachés agricoles réduits en « esclavage » ?

AGRICULTURE Le procès qui s'ouvre ce jeudi devant les prud'hommes d'Arles est très attendu par la CGT, qui veut mettre fin à une « **omerta** »...

Mathilde Ceilles

in "20 minutes" le 04/10/18

L'audience se tiendra vers 13 heures, devant le conseil des prud'hommes d'Arles, dans les Bouches-du-Rhône. Ce jeudi, cinq travailleurs détachés marocains attaquent leur société d'intérim espagnole, ainsi que cinq donneurs d'ordre français, pour licenciement abusif.

Ces Marocains travaillaient au moment des faits pour plusieurs exploitants agricoles ou entreprises d'emballages agricoles dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Gard, rapporte Mediapart. L'une d'entre eux affirmait à nos confrères avoir travaillé dans des conditions particulièrement difficiles, exerçant 200 heures par mois et sans aucune protection sociale.

Devant les prud'hommes se tiendra un rassemblement de soutien, à l'appel de la CGT. Le syndicat attend en effet beaucoup de cette audience, qui contribuerait à briser une « omerta », selon les termes de Stéphan Dainotti, responsable fédérale de l'union régionale des syndicats CGT de l'agroalimentaire et forestiers, pour qui « cette situation de surexploitation est loin d'être un cas isolé ». « Il faut envoyer un message fort », affirme-t-il, face à ce qui est selon lui une forme de « dumping social ».

Employés par des boîtes d'intérim espagnoles

« On voit une hausse de l'utilisation de ces travailleurs dans le nord des Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Var, explique-t-il. Les employeurs français ont tendance à utiliser des prestataires de services qui font débarquer dans les exploitations des travailleurs issus d'Amérique Latine ou du Maghreb. »

« Les exploitants agricoles font face à une pénurie de main-d'œuvre, analyse Frédéric Bertorello, maraîcher à Grans et membre du bureau de la confédération paysanne des Bouches-du-Rhône. Et certains utilisent ces boîtes d'intérim, car elles leur proposent des travailleurs moins chers que le prix du marché, ou quasi équivalent, mais avec une certaine souplesse qu'offre l'intérim. »

« Je ne peux pas condamner les personnes qui emploient des travailleurs détachés car il y a des besoins, abonde Patrick Lévêque, président de la FDSEA 13. Mais ils doivent respecter la législation. »

« De l'esclavagisme »

Le hic ? Selon la CGT, en Paca, certains travailleurs détachés se trouveraient dans des situations proches de « l'esclavage ». « On a par exemple le cas d'Equatoriens qui travaille dans les champs six à sept jours par semaine, 10 à 12 heures par jour, logés dans des mobil-homes à plus de huit, avance Stéphan Dainotti. On a vu à Châteaurenard que certains travailleurs détachés étaient interdits de tout lien social avec l'extérieur sans être accompagné par des chefs d'équipe, y compris pour ne faire que de simples courses. »

Et d'avancer : « ces travailleurs sont abusés depuis le début. La société d'intérim leur facture toute une série de services, en retenant une partie de leur rémunération, et c'est à peine s'ils ne se retrouvent pas avec des salaires négatifs ! C'est du racket auprès d'une main-d'œuvre malléable et sans aucun recours. » « Comme ils sont employés par des boîtes d'intérim espagnoles, c'est assez opaque pour savoir s'ils sont bien rémunérés », abonde Frédéric Bertorello.

Un système organisé de fraude dans le Vaucluse

En juillet 2017, une opération de l'inspection du travail et de ses partenaires avait révélé l'existence d'un système organisé de fraude dans le secteur de l'agriculture dans le Vaucluse. Selon un communiqué de presse de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirrecte), « les contrôles effectués ont mis en évidence une violation manifeste et organisée des droits fondamentaux et des abus de la vulnérabilité de ces salariés [...]. »

La Dirrecte avait notamment constaté « des durées de travail allant jusqu'à 260 heures mensuelles avec le non-respect des repos hebdomadaires, des salariés qui travaillent 30 jours sur 30 plusieurs mois consécutifs, ou le non-respect des règles sociales d'ordre public tel que le SMIC. »

« La Dirrecte fait plusieurs contrôles, et ce cas est un cas particulier, tempère Patrick Lévêque. Ce type de dérives, importantes, ne doit pas faire l'objet d'une généralisation quant à la situation des travailleurs détachés agricoles. »

Intégralité de l'article évoqué dans IO n°524

L'immigration utilisée comme machine de guerre contre les peuples

Ils sont cent cinquante, ces « intellectuels, créateurs, militants associatifs » qui ont publié le 26 septembre un *Manifeste pour l'accueil des migrants*, où on lit ceci : « *L'immigration n'est un mal que dans les sociétés qui tournent le dos au partage.* »

Quelle honte !

Voilà que, le 3 octobre, le journal *La Croix* (qui ne tourne certainement pas « le dos au partage », comme l'y invite le pape François) publie un dossier de sept pages fort bien documentées, *La Vérité sur les passeurs*. On y trouve cette déclaration de Gérard Collomb, ex-ministre de l'Intérieur : « *Il y a en France autour de 300 000 personnes en situation irrégulière* » Des « migrants économiques sans papiers », pour parler plus clairement. En Italie, il y en a 700 000.

DES ESCLAVES EN PLEIN PARIS

Parmi de nombreux autres témoignages, *La Croix* publie celui d'Osman, recueilli en juillet 2015 par le CCEM (Comité contre l'esclavage moderne), sur ses conditions de vie dans un chantier du bâtiment. Cela se passe en plein Paris : « *Nous avons logé, de décembre 2013 à septembre 2014, dans trois conteneurs différents sur les chantiers. A chaque fois M. X. (le passeur) nous enfermait à clé pendant la nuit, avec une barre de fer munie d'un gros cadenas. Dans les trois conteneurs, nous n'avions ni eau ni électricité. Nous pouvions boire et nous laver le visage avec un tuyau d'arrosage Nous n'avions pas d'accès aux toilettes. M. X. nous déplaçait de chantier en chantier uniquement la nuit, à l'arrière de son utilitaire sans fenêtres.*

Il attendait que nous ressemblions à des clochards pour changer nos vêtements (...). »

Telle est la « société de partage » si chère à nos cent cinquante « intellectuels et créateurs ». Ils nous diront que « c'est un cas particulier ». Non, à quelques variantes près, c'est le sort, partout en Europe, de centaines de milliers de travailleurs « migrants ». Et ce n'est pas ailleurs, c'est ici, aujourd'hui, en plein Paris, comme on peut le voir chaque jour au long du canal Saint-Martin, ou porte de la Chapelle.

Ou à Calais. Ou à Vintimille.

Selon une source policière citée par *La Croix*, spécialisée dans la traque du travail « au noir » : « *Les filières criminelles génèrent une véritable*

aspiration d'immigration irrégulière. Elles font venir les migrants qui resteraient chez eux s'ils savaient à quelle exploitation ils sont destinés en réalité. » Avec, pour les « passeurs », un « *chiffre d'affaires de 5 à 6 milliards de dollars en 2015* », probablement beaucoup plus aujourd'hui.

UN TRAFIC SE CHIFFRANT EN MILLIARDS DE DOLLARS

L'immigration fonctionne ainsi comme une machine de guerre contre les peuples. Contre les peuples en Europe, où les capitalistes organisent délibérément un sous-prolétariat permanent, dont les salaires de famine et les conditions de vie indignes sont présentés comme « inévitables », tandis que leur presse manipule cyniquement les images de ces malheureux, entassés sur des rafiots de fortune en Méditerranée, pour entretenir un climat de culpabilité auquel il faudrait réagir par le « partage » et la « charité chrétienne ».

L'AFRIQUE SAIGNÉE

Une machine de guerre aussi contre les peuples d'Afrique, qu'elle enfonce dans un état de dépendance, et saigne l'énergie de la jeunesse en lui faisant miroiter l'illusion trompeuse du bonheur en Europe, alors que toute l'énergie du peuple travailleur serait indispensable pour le développement du pays.

Comme le dit la récente déclaration du Secrétariat international de la IV^e Internationale, « *il n'y a pas de combat véritable pour porter secours aux "réfugiés" qui sont nos frères de classe, en dehors du combat politique de la classe ouvrière pour renverser l'ordre en place, créer des emplois, construire des millions de logements, reconstruire les infrastructures déficientes de services publics abandonnés par le capital.* » On est bien loin de la « société de partage ».

Robert CLÉMENT
Paru dans IO n°524

A quoi sert le Manifeste pour l'accueil des migrants ?

Le point de vue de Daniel Shapira

Les revues *Politis* et *Regards*, ainsi que Mediapart, ont publié le 26 septembre dernier un appel de « 150 personnalités pour l'accueil des migrants ». Cet appel est tout entier dirigé contre « l'extrême droite » avec différentes formules faisant appel à l'indignation, du type : « *Le temps des boucs émissaires est de retour (...). De là à dire que, pour éradiquer le mal-être, il suffit de tarir les flux migratoires, le chemin n'est pas long et beaucoup trop s'y engagent (...). Il ne faut faire aucune concession à ces idées, que l'extrême droite a imposées, que la droite a trop souvent ralliées et qui tentent même une partie de la gauche (...). Nous ne ferons pas à l'extrême droite le cadeau de laisser croire qu'elle pose de bonnes questions.* »

Mais pour un appel publié en France, une chose saute aux yeux : le nom de Macron n'est pas une seule fois prononcé. Ni d'ailleurs ceux de Merkel ou de l'Union européenne.

Ce ne seraient pas eux qui seraient aux commandes ? Mais enfin, qui empêche « l'accueil des migrants »... si ce n'est d'abord ceux qui gouvernent, et en particulier Macron ?

Faut-il rappeler la récente loi dite « asile-immigration » ?

MACRON ET ORBAN

Faut-il rappeler comment Macron s'est refusé à deux reprises à accueillir *l'Aquarius* dans les eaux territoriales françaises ? On sait depuis des mois que Macron prétend prendre la tête d'une croisade en Europe en se décrivant comme le chef des « progressistes » contre les « nationalistes » tels Orban, le Premier ministre hongrois.

Faudrait-il créditer cet enfumage ?

Lors du sommet européen de fin juin, Macron et Orban ont en commun pris des décisions visant à empêcher « l'accueil des migrants » et à préconiser la constitution de « plates-formes de débarquement hors UE ».

Alors à quoi peut bien servir un *Manifeste pour l'accueil des migrants* qui ne dit rien de la politique de Macron, comme s'il était une sorte de moindre mal par rapport à l'extrême droite ?

On comprend que Jean-Luc Mélenchon n'ait pas signé cet appel, et c'est tout à son honneur de ne pas se prêter à cette opération politique.

Un rapport vient d'être publié par l'institut néerlandais Clingendael sur l'impact en Afrique-subsaharienne de la politique européenne visant à stopper les migrants avant qu'ils n'atteignent nos frontières.

Clotilde Warin, co-auteurice de ce rapport, a répon-

du à une interview dans le journal Ouest-France le 26 septembre dernier. Elle y explique notamment : « *Des accords ont été signés avec le Soudan dès 2014, avec le Niger en 2016. Contre financement - respectivement 160 et 230 millions d'euros -, ces pays mènent une politique de frein migratoire.* »

LA RÉALITÉ DE LA POLITIQUE DE L'UE

Elle donne ensuite quelques conséquences de ces accords passés par l'Union européenne : « *Que se passe-t-il depuis que le transport des migrants est interdit ? Les migrants continuent évidemment de se déplacer, mais par des routes officieuses, beaucoup plus dangereuses et se retrouvent entre les mains de trafiquants qui n'hésitent pas à les abandonner en plein désert. Depuis la mise en œuvre de ces politiques, en 2016, le nombre des migrants retrouvés morts dans le désert au nord d'Agadez a explosé : 71 morts en 2015, 95 en 2016, 427 en 2017, selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (...). La politique européenne met en péril la vie de migrants.* »

Clotilde Warin donne ensuite une série de faits, notamment sur le développement des milices, pour en venir à cette appréciation : « *Que ce soit pour les migrants de la Corne de l'Afrique (Somalie, Érythrée...) ou de l'Afrique de l'Ouest (Cameroun, Guinée, Côte d'Ivoire...), cela rend leur trajet plus long, plus cher, plus dangereux. Lorsque ces migrants prennent la route, ils sont confrontés sur leur chemin à de multiples check-points tenus par des armées, des milices ou des bandits. A chaque étape, ils sont rançonnés et doivent trouver de l'argent. Quand ils parviennent en Libye, ils se retrouvent souvent aux mains de trafiquants qui les torturent tout en appelant leur famille au téléphone pour obtenir une rançon.* »

Voilà le résultat des accords signés entre l'Union européenne et des pays africains pour retenir les migrants. En première ligne de ces accords, il y a Merkel, Hollande hier et Macron aujourd'hui.

Et le Manifeste pour l'accueil des migrants n'en dit pas un mot !

Qu'est-il d'autre que l'accompagnement, un peu à gauche, de l'enfumage de Macron et des autres dirigeants de l'Union européenne ?

Car il s'agit bien d'une opération politique qui, au nom de la lutte contre l'extrême droite, vise à dédouaner la responsabilité de Macron et des dirigeants de l'Union européenne.